

OMC : sombres perspectives pour le cycle de Doha

Alors que se sont achevées à Genève, le 12 février, près de deux semaines de négociations techniques entre les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les perspectives de conclure en 2010 le cycle des négociations commerciales de Doha sont très peu encourageantes. « *Cela ne présage rien de bon pour 2010* » a déclaré un officiel à l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) qui suit en permanence les négociations à Genève. La plupart des questions clés, sur l'ensemble des grands dossiers des pourparlers, reste en effet en suspens. Pour beaucoup, le peu d'engagement des Etats-Unis, qui n'ont pas dépêché d'ambassadeur permanent auprès de l'OMC, empêche tout progrès majeur. Concernant l'agriculture, beaucoup reste à faire, comme l'a souligné l'ambassadeur néozélandais David Walker, responsable des négociations agricoles à l'OMC, au sortir des travaux des délégations : « *les consultations ont été une opportunité pour discuter, et pour chacun des sujets il y a du travail à faire dans une forme ou dans une autre* » a-t-il indiqué. Les travaux agricoles se sont déroulés de manière informelle et ont abordé en particulier le mécanisme de sauvegarde spéciale, qui doit permettre aux pays en développement de protéger leurs marchés dans certaines circonstances, la simplification des droits de douane, les quotas tarifaires pour les produits sensibles, catégorie accessible à tous les pays et pouvant bénéficier d'un degré moindre de libéralisation, et les produits tropicaux qui, eux aussi, devraient jouir de certaines préférences. Sur chacun de ces sujets, peu d'avancées sont notables. Des délégués ont même fait savoir à ICTSD que les demandes des pays défenseurs du mécanisme de sauvegarde spéciale, réunis au sein du G33, ont tendance à faire reculer les débats.

Aide au développement : des volumes en hausse mais des engagements partiellement atteints

« *L'aide aux pays en développement pour 2010 va atteindre des niveaux records exprimés en dollars après avoir augmenté de 35% depuis 2004. Ce sera néanmoins toujours moins que les aides promises par les principaux donateurs de la planète il y a cinq ans à l'occasion des sommets de Gleneagles et du Millénaire +5* » a annoncé le 17 février l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Selon les estimations de l'OCDE, l'aide des 15 pays membres du [Comité d'aide au développement](#) de l'OCDE (CAD) a augmenté de 27 milliards de dollars entre 2004 et 2010. Mais les engagements restent insuffisants pour atteindre les montants promis en 2005. Chaque pays de l'Union européenne membre du CAD devrait consacrer 0,51% de son Revenu national brut à l'aide internationale, niveau que certains comme le Luxembourg (1%), le Danemark (0,83%), les Pays-Bas (0,8%), la Belgique (0,7%), le Royaume-Uni (0,56%) ou l'Espagne (0,51%) ont atteint. Tandis que d'autres doivent consentir davantage d'efforts : « *L'aide a fortement augmenté puisque 16 donateurs ont honoré leurs engagements. Mais les niveaux insatisfaisants d'autres dont l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie et le Portugal, signifient que le niveau de l'aide globale sera moindre que ce qui a été promis* » a expliqué Eckhard Deutscher, le président du CAD. Le continent africain, pour qui l'aide européenne a une importance majeure, ne devrait ainsi recevoir que la moitié des 25 milliards de dollars annoncés. Parmi les autres pays membres, la Norvège, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande sont bien notés, tandis que les performances du Japon demeurent en dessous de ses prévisions. « *Alors que nous nous dirigeons vers de nouveaux cycles de discussions concernant le financement du changement climatique et les inquiétudes à propos de la sécurité alimentaire, j'encourage tous les donateurs à mener à bien leurs promesses en matière de développement* » a déclaré Angel Gurría, le Secrétaire général de l'OCDE.

Cohérence des politiques et efficacité de l'aide : priorités du Commissaire européen au développement

La nouvelle équipe de José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, prend ses fonctions à Bruxelles. Le Letton Andris Piebalgs, qui a été nommé au poste de commissaire européen au développement, a présenté le 9 février dans un communiqué les challenges et les priorités de l'Europe en matière de développement international. Les défis sont nombreux et concernent en particulier la reprise économique mondiale, les changements climatiques, les migrations et la sécurité alimentaire. Pour y répondre l'Union européenne veut se positionner comme « *le champion de la gouvernance globale* ». Deux axes sont privilégiés pour parvenir à cet objectif : la cohérence entre les politiques de différents secteurs et la coordination des engagements de la Commission européenne et des pays membres de l'Union pour assurer une « *aide efficace* ». Dans l'immédiat, il s'agit d'aider les pays en développement à sortir de la crise économique. « *Ces dernières années, la hausse des prix des denrées agro-alimentaires a entraîné 100 millions de personnes dans la faim et la pauvreté, et la Banque mondiale estime que la crise économique récente va augmenter ce nombre de 50 à 90 millions, la plupart des personnes touchées vivant en Asie du Sud-est et en Afrique sub-saharienne* » souligne le communiqué.

Sources: AFP, OMC, ICTSD, OCDE, Commission européenne.